

Discours de Jean-Marc Ayrault, Premier ministre français, en Algérie

16 décembre 2013

Monsieur le Premier ministre, Cher Abdelmalek Sellal,

Mesdames et Messieurs les ministres,

Messieurs les présidents du Conseil d'affaires franco-algérien et des organisations patronales,

Mesdames et Messieurs les chefs d'entreprises,

Avec mon homologue, Abdelmalek Sellal, je suis très heureux de venir à votre rencontre pour la clôture de votre matinée de travail.

Je remercie tous les acteurs économiques algériens et français pour leur mobilisation et leur engagement à faire vivre au quotidien la relation économique entre nos deux pays. Votre présence nombreuse en est la plus belle illustration.

Notre partenariat économique est ancien, solide et prometteur. Quelques chiffres ne suffisent pas à en résumer la richesse. Toutefois, les exportations françaises représentent la principale part de marché en Algérie, dont la France est le 4ème client.

Cette relation économique inclut également les investissements. Là encore, hors hydrocarbures, la France est le premier investisseur en Algérie, dans des secteurs très variés.

Se contenter de ce bilan serait manqué d'ambition. Car, je le dis d'emblée, l'Algérie est bien plus qu'un marché proche pour la France et ses entreprises. L'Algérie est avant tout un partenaire.

C'est pourquoi, il y a un an, vous étiez déjà réunis à Alger, sous les auspices de nos deux présidents, pour sceller la relance de nos relations économiques bilatérales et ouvrir la nouvelle page d'un partenariat économique d'exception.

Un an plus tard, les engagements de la déclaration d'Alger ont été tenus. C'est pour nos deux pays un motif de grande satisfaction.

Un véritable dialogue économique de haut niveau a été instauré, de gouvernement à gouvernement, avec la première réunion du Comité mixte économique franco-algérien, le 28 novembre dernier, à Paris.

Je remercie les ministres en charge des dossiers économiques, Arnaud Montebourg, Nicole Bricq et leurs homologues algériens, de leur engagement. Je rends également hommage à la contribution de Jean-Pierre Raffarin, dont la mission s'est avérée particulièrement fructueuse.

Depuis un an, des partenariats industriels entre entreprises françaises et algériennes s'inscrivent dans une nouvelle dynamique. De nombreux projets conduits par les grands

groupes français, dont plusieurs hauts représentants sont présents parmi nous, se sont concrétisés.

Je pense par exemple à la construction de l'usine RENAULT, en coentreprise avec la Société nationale de véhicules automobiles, dont je visiterai le chantier, demain, à Oran.

Je pense aussi à la nouvelle usine du groupe SANOFI dans la ville nouvelle de Sidi Abdallah, dont la première pierre a été posée, à la nouvelle unité de production de gaz industriels d'AIR LIQUIDE ou encore à la poursuite des investissements engagés par le groupe LAFARGE, avec ses partenaires algériens.

Ces grands projets constituent des réussites tangibles et visibles. Ils sont un encouragement aux petites et moyennes entreprises, ainsi qu'aux entreprises de taille intermédiaire de nos deux pays.

Après une période d'effacement, les PME françaises sont, en effet, de retour en Algérie. Beaucoup d'entre elles sont également présentes aujourd'hui, après avoir participé en mai au Forum de partenariat organisé par le ministère du commerce extérieur et Ubifrance.

Une vingtaine de PME ont ainsi noué des partenariats commerciaux, industriels ou technologiques avec des entreprises algériennes.

C'est une très bonne nouvelle. J'ai, en effet, la conviction que nous ne remporterons des succès que si grands groupes et PME font alliance. C'est pourquoi mon Gouvernement a développé, depuis un an, des outils d'accompagnement humain et financier pour les PME, qui veulent développer leurs activités à l'export. C'est l'un des principaux axes du Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi que j'ai présenté aux Français, le 6 novembre 2012.

Ces partenariats entre entreprises algériennes et françaises, petites et grandes, privées et publiques, contribuent directement à la modernisation et la diversification de l'économie algérienne. Ils permettent également de soutenir la croissance et la création d'emplois qui sont des priorités pour nos deux gouvernements.

Nous sommes également parvenus à relancer notre coopération industrielle et technologique. Jean-Louis LEVET, Haut responsable pour la coopération industrielle et technologique franco-algérienne, et son homologue algérien, Bachir DEHIMI, sont à l'origine de nombreuses initiatives, dont certaines ont été concrétisées ce matin par la signature de plusieurs accords. Je salue leur mobilisation.

Ces initiatives concernent d'abord la formation professionnelle, avec les projets d'École nationale des métiers ou d'École nationale d'économie industrielle.

Elles favorisent aussi le développement de nos partenariats dans les filières prioritaires que sont l'agriculture et l'agro-alimentaire, l'énergie, les transports ou la santé.

Le lancement aujourd'hui du Club santé Algérie témoigne de toute l'importance de ce secteur pour nos deux pays, bien au-delà des seules dimensions économique ou industrielle.

Oui, la France souhaite accompagner l'Algérie dans la modernisation de son système de santé. Elle est prête à mettre à sa disposition son expérience publique, par le biais notamment de l'AP-HP, dont le Président fait partie de ma délégation. Le savoir-faire de nos entreprises, qui sont nombreuses à participer à cette rencontre, vous est également proposé.

Mesdames et Messieurs,

Chacun des axes, que j'ai évoqués, correspond à des priorités au cœur de l'action de nos gouvernements respectifs et que nous partageons. Cette convergence d'intérêts fait toute la force du partenariat équilibré que nous construisons ensemble. Ce partenariat ne peut que bénéficier des réformes que nous conduisons de part et d'autre.

En ce qui la concerne, la France a décidé d'accompagner la montée en gamme de son économie et d'accroître la compétitivité de ses entreprises. Nos échanges et nos investissements croisés devraient pleinement en profiter.

De même, les mesures prises par le Gouvernement algérien ne peuvent que favoriser nos échanges, en améliorant l'environnement des affaires et en renforçant la sécurité juridique.

C'est ainsi que nous pourrions être à la hauteur de l'ambition que nous nourrissons pour nos deux pays : faire en sorte que la France demeure le premier partenaire économique de l'Algérie.

Le point d'étape que nous venons de faire aujourd'hui est impressionnant. Il montre que nous sommes sur la bonne voie. Il nous oblige et nous conduit à redoubler d'efforts pour que se concrétisent nos nombreux projets, au bénéfice de nos deux pays, de leurs acteurs économiques et de tous nos concitoyens qui comptent sur la relation franco-algérienne pour apporter croissance et emploi.

Au-delà, notre partenariat doit aussi s'inscrire dans une perspective euro-méditerranéenne, avec l'ambition de bâtir un espace de paix, de stabilité et co-prospérité de part et d'autre de notre mer commune.

Dans un monde en profonde mutation le repli sur soi n'est pas une solution. La France et l'Algérie peuvent contribuer à conjurer cette tentation, en faisant prospérer leur partenariat économique et en apportant la démonstration qu'une relation gagnant-gagnant est possible.

C'est dans ce sens que je vous propose de continuer à nous mobiliser.

Je vous remercie.